

suppression aux handicapés physiques. Toute indication d'une décision de la part du gouvernement sera, bien entendu, une question d'ordre budgétaire, et le député devra attendre qu'une déclaration soit faite en ce sens.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

TABAC—LA PROMOTION DES VENTES ET LE PROGRAMME AMÉRICAIN

M. William Knowles (Norfolk-Haldimand): Monsieur l'Orateur, ma question se rapporte à une réponse donnée par le ministre de l'Industrie et du Commerce, dans laquelle il a cité différentes façons dont on encourage les exportations. Le gouvernement a-t-il étudié le programme américain de promotion des ventes de tabac à l'étranger, en ce qui concerne l'exportation du tabac en feuilles canadien?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je ne pense pas que l'on puisse trouver bien des gens dans l'industrie du tabac au Canada qui puissent dire qu'ils n'ont pas reçu un appui total du ministère de l'Industrie et du Commerce. La dernière vente à la Chine que j'ai annoncée était le résultat direct des efforts de notre ministère. Si mon ami connaît d'autres moyens d'aider l'industrie du tabac, je les étudierai volontiers.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Monsieur l'Orateur, j'ai demandé précisément au ministre s'il cherchera à savoir comment le gouvernement des États-Unis réussit à verser des subventions à l'industrie du tabac sans enfreindre les accords du GATT...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Il s'agit là d'une véritable proposition de la part du député.

* * *

LA POLLUTION

LES MESURES ENVISAGÉES POUR EMPÊCHER LA POLLUTION DES LACS ET DES RIVIÈRES

[Français]

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Environnement et ministre des Pêches.

Étant donné que le ministre a déclaré tantôt qu'il faudra améliorer les méthodes d'urbanisation et faire en sorte que l'industrie recycle ses déchets, entend-il proposer certaines modifications au bill C-144, en vertu desquelles on pourrait sévir contre ceux qui contribuent à la pollution des rivières et des lacs?

[Traduction]

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, je crois que la loi déjà inscrite dans les

[L'hon. M. Mahoney.]

statuts du Canada est suffisante pour qu'on puisse agir dans ce domaine.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'OTAN—LE RAPPORT DES RÉUNIONS RÉCENTES

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, permettez-moi de poser une question au premier ministre suppléant. Étant donné que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est de retour après avoir participé à des réunions importantes de l'OTAN et qu'il n'a pas daigné venir à la Chambre faire rapport de ces rencontres, le premier ministre suppléant nous dirait-il si cette attitude désinvolte dénote un manque d'intérêt du gouvernement pour l'OTAN?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je suis sûr que le député comprendra qu'une question posée de cette façon n'est pas conforme au Règlement.

* * *

L'IMMIGRATION

L'ORDRE D'EXPULSION DE TUAN VU—L'INTERVENTION D'UN TIERS

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Bien qu'il le sache peut-être déjà, je lui signale l'ordre d'expulsion de Tuan Vu, déserteur du Vietnam du Sud, qu'a confirmé la Commission d'appel de l'immigration, et le fait que si cet ordre est mis à exécution, Tuan Vu sera presque sûrement exécuté en rentrant au Vietnam. Le ministre pourrait-il songer à autoriser l'intervention d'un tiers pour plaider son intérêt dans toute mesure qu'un tribunal fédéral pourrait prendre pour faire annuler cet ordre d'expulsion?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, dans toute mesure prise à l'égard d'ordres d'expulsion, le ministre de la Justice doit agir pour son collègue, le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et non pour les autres parties à la procédure. La Commission d'appel de l'immigration tient compte, il va de soi, de tous les facteurs qui peuvent mettre en danger les personnes en cause avant de tirer des conclusions.

M. Benjamin: Comme les membres de la Commission d'appel de l'immigration ont des cœurs de pierre, puis-je demander au ministre de la Justice...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

[Plus tard]

M. R. N. Thompson (Red Deer): Monsieur l'Orateur, ma question fait suite à celle du député de Regina-Lake Centre. Le ministre de la Justice usera-t-il de ses bons offices pour informer le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration qu'un fugitif d'un autre pays comme le Vietnam du Sud devrait sûrement avoir autant de droit qu'un fugitif des États-Unis? En disposant de cette situation...